

En perspective de nouvelles coupures, dans un système éducatif déjà en rupture !!!

Monsieur le Président de la FS-SSCT de la Manche,

Sud Éducation Manche tient tout d'abord à dénoncer les représailles administratives que subissent nos collègues de Seine Saint Denis et tous ceux et celles frappé.es par une mutation en guise de représailles syndicales mais déguisée en un pseudo intérêt du service. Ces mesures sont injustes et ne sont rien d'autre que des procédures d'intimidation pour bâillonner tous ceux et celles qui révèlent l'incurie des politiques éducatives. Plutôt que de pratiquer l'autoritarisme à travers un management nocif et maltraitant dans le seul but de préserver le « pas de vague », il est urgent que la hiérarchie cesse toute forme de répression syndicale. Tout comme il est grand temps que l'État prenne ses responsabilités en mettant un terme à la dégradation des conditions de travail des personnels et en cessant d'être le plus grand pourvoyeur de la précarité dans la fonction publique .

La transformation des PIAL en PAS n'augure rien de bon et fait craindre une aggravation de la situation déjà fort anxiogène pour l'ensemble de la communauté éducative ! Pour rappel, les AESH sont majoritairement des femmes (90%), employées à temps incomplet imposé avec des rémunérations indécentes lesquelles demeurent dans l'attente d'une reconnaissance statutaire réellement protectrice, seule voie pour lutter réellement contre les inégalités salariales entre hommes et femmes. Aussi il est grand temps de sortir de l'invisibilité et de l'isolement les professionnels exerçant le métier d'enseignant spécialisé UPE2A. Ces collègues, en nombre insuffisant pour accompagner l'inclusion des élèves venant d'ailleurs, sont malmené.es au quotidien, dans l'incapacité de remplir leurs missions tels que les notifient les textes réglementaires et fatigué.es par des formations dispensées à l'autre bout de l'Académie. Cet épuisement n'est pas spécifique aux enseignant.es spécialisé.es, UPE2A, enseignant.es référent.es..., il est ressenti par l'ensemble de la communauté éducative à qui il est demandé d'être à la fois enseignant.es, assistant.es sociaux, éducateurs.trices, psychologues, secrétaires !!! Cette fatigue se traduit par un recours massif aux demandes de temps partiel, certes accordées, mais à la condition de quitter son poste pour raison de service et ce sans en avoir été informé.es en amont. La lassitude frappe aussi les équipes pédagogiques engagées dans un projet de classe transplantée, à qui il est reproché d'avoir trop sollicité les familles financièrement en ayant dépassé un seuil jamais communiqué au préalable. Un malaise est tout aussi ressenti par les collègues contractuel.les qui restent dans l'expectative du renouvellement de leur contrat tout comme par les collègues qui se retrouvent dans l'impossibilité de muter en raison d'un mouvement des personnels figé. Tout ceci, dans un contexte, où les missions s'accroissent, les moyens s'amenuisent et l'école implose !

Elle implose car les choix du gouvernement ne tiennent nullement compte de la réalité du terrain. En effet, alors que de nombreuses mesures sont massivement rejetées par la communauté éducative, la ministre actuelle maintient le pacte enseignant, les groupes de besoins en français et en mathématiques pourtant en place dans peu d'établissements, l'expérimentation de l'uniforme ou encore le Service National Universel. Pour finir, l'annonce par le président d'une grande consultation citoyenne, autour du temps scolaire et des vacances, est une énième diversion pour ne pas s'occuper des urgences, telles que la prise en charge du handicap, des élèves à besoins éducatifs particuliers, les effectifs dans les classes, la mixité sociale et scolaire, et surtout le moyen de masquer l'effondrement de l'école publique !